Histoire de la France féodale

Histoire de la France féodale

Conférences de l'année 2013-2014

Dominique Barthélemy

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ashp/1721>

DOI : 10.4000/ashp.1721

ISSN : 1969-6310

Éditeur

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2015

Pagination : 162-163

ISSN : 0766-0677

Référence électronique

Dominique Barthélemy, « Histoire de la France féodale », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [En ligne], 146 | 2015, mis en ligne le 01 octobre 2015, consulté le 08 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ashp/1721> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ashp.1721>

HISTOIRE DE LA FRANCE FÉODALE

Directeur d'études : M. Dominique BARTHÉLEMY,
correspondant de l'Institut

Programme de l'année 2013-2014 : I. *Nobles, serfs et moines dans les cartulaires de la France de l'Ouest (XI^e et XII^e siècles)*. — II. *Nouvelles enquêtes sur la chevalerie et la justice*.

I. La première conférence permet d'initier les auditeurs à la lecture et à l'étude des cartulaires. On en parcourt une dizaine, du pays chartrain à la Bretagne et de la Normandie au Poitou, en s'arrêtant sur les chartes et notices qui contiennent les éléments les plus significatifs. Il s'agit d'apprendre à lire et à décrypter les actes du XI^e siècle, et d'apprécier la saveur et la richesse de certains d'entre eux, spécialement des notices narratives qui apparaissent à partir de 1030. On y a notamment recherché les indices de rang social, la manière dont les moines, dans leurs tractations avec leurs voisins laïcs prestigieux ou aisés, leur donnent des marques de noblesse (telle l'association, dosée, à leur « bienfait » matériel et spirituel) ou des stigmates de servage (en les obligeant une fois l'an à s'acquitter d'un cheveau). Pour repérer et contextualiser ces dernières, on recourt aux actes du Ronceray d'Angers. Pour l'association au « bienfait », comme prélude à une sépulture noble, il s'avère que les plus beaux textes se rencontrent dans le cartulaire ligérien, très dense, de l'abbaye de Noyers ; on y voit aussi comment des chevaliers vieillissants, au moment de se faire moines de la dernière heure (*ad succurrendum*) peuvent remettre au monastère leur cheval, qui sert ensuite de contrepartie au consentement des héritiers (qui le récupèrent) aux legs testamentaires du défunt. De manière générale, les cartulaires de l'Ouest fournissent un certain nombre d'éléments sur l'échange de chevaux, au sein de la société chevaleresque et avec les moines, sur lesquels les études d'Anne-Marie et Robert-Henri Bautier (1976 et 1978) constituent un guide précieux. On rectifie cependant une de leurs lectures d'actes de Saint-Aubin d'Angers. C'est encore au cartulaire de Noyers, en même temps qu'à celui de Saint-Maixent et de Vendôme, que l'on glane des notices consacrées aux nobles ou agents seigneuriaux qui finissent appauvris et que les monastères aident avec discernement.

L'enquête est complétée par l'étude des alleux de chevaliers et paysans, spécialement dans les actes de Vendôme, menée lors de deux journées d'études sur l'alleu, organisées à Lyon et à Paris en collaboration avec Nicolas Carrier, professeur à l'université Lyon-III.

On entend des exposés de M. Sven Sochon sur les vassaux de l'évêque de Paris et leur anneau d'or, de MM. François Arbelet et Damien Graff sur des actes de Noyers et de Saint-Maixent, de M. Jérôme Limorté sur l'*Histoire des seigneurs d'Amboise*.

II. La deuxième conférence reprend l'étude de la trêve de Dieu, qui se voulait fondatrice d'un nouveau droit de justice ecclésiastique, dans la période des efforts pour la promouvoir (1033-1119). On met notamment l'accent sur l'ardeur de Richard de Saint-Vanne en sa faveur, et sur le plaidoyer quelque peu défensif d'Yves de Chartres

(lettre 44). Le directeur d'études souligne toutefois son assez rapide déclin, dans la ligne de la deuxième conférence de l'an dernier, et repère que c'est le concile de Troyes de 1107, dont nous n'avons pas les actes mais que nous connaissons à travers des entrefilets de chroniques, qui privilégie la lutte contre l'incendie entre Chrétiens, n'importe quel jour, reléguant au second plan la loi de trêve. C'est aussi en ce concile qu'il faut situer le « pacte de paix » pour le royaume qu'évoque Yves de Chartres en sa lettre 253. Ce doit être aussi ce pacte qui permet à Louis VI, entre 1111 et 1119 de légitimer ses campagnes et de mobiliser pour elles, contre les seigneurs rebelles, mauvais chevaliers par conséquent. Le dossier de la commune d'Amiens, telle que la raconte Guibert de Nogent (*Monodies*, III, 14) la rattache à ce pacte et permet de rappeler le lien fréquent, initial, entre paix diocésaine et commune urbaine, toutes deux faites pour imposer des règles de justice aux chevaliers. L'enquête se développe enfin en direction de l'empire, avec la lecture et le commentaire des *Triumphes de saint Lambert* de Liège, du siège de Bouillon (1141) à la bataille de Steppes (1213), et cette dernière appellera l'an prochain la reprise du dossier de la bataille de Bouvines (1214).